

Syrie : de l'utilité de la démocratie face à Israël

As Safir (Beyrouth), Louay Hossein, 11 février 2004

<http://www.assafir.com>

La reprise des négociations entre Israël et la Syrie, si elle a lieu, n'aura plus rien en commun avec les anciens pourparlers entre ces deux pays. Elle sera marquée du sceau des exigences américaines envers une Syrie extrêmement affaiblie (...) Pour ménager les Etats-Unis, le président Bachar Al-Assad risque de devoir accepter des négociations sans conditions, en faisant fi de son opinion publique. De son côté, par contre, Israël ne se sent pas du tout obligé de reprendre les négociations. Le front du Golan est calme et la Syrie est totalement incapable de récupérer son territoire par la force. Le ton belliqueux du Hezbollah libanais n'inquiète pas plus l'Etat hébreu. Le parti de Dieu est d'ailleurs de plus en plus lâché par son mentor syrien qui a d'autres chats à fouetter. Quant aux partis palestiniens représentant le front du refus, basés à Damas, ils ont finalement bien peu de poids dans la lutte actuelle en Cisjordanie et à Gaza et s'avèrent un fardeau plutôt encombrant pour Damas.

Bachar Al-Assad ne peut même plus user de la stratégie de son père, qui proposait la normalisation totale avec Israël en échange de tous les territoires syriens conquis en 1967. Il y a d'ailleurs fort à parier qu'Israël imposera un processus par étapes, rendant ainsi tous les peuples de la région dépendants de sa volonté. Une telle dépendance ne peut déboucher sur un projet de paix durable. Il manque en effet une série de pré-requis permettant l'établissement d'une véritable paix au Proche Orient. Le premier se situe au niveau des réformes internes en Syrie. Comment un Etat qui réprime ses citoyens peut-il être considéré comme un interlocuteur sérieux au niveau international ? Les citoyens syriens n'ont en effet pas droit au chapitre et ne sont pas informés des manœuvres diplomatiques de leur gouvernement. Il faudrait pourtant que les Syriens aient leur mot à dire et puissent vérifier que leur gouvernement ne cède pas sur tous les points face à Israël.

Le second pré-requis serait une normalisation des relations entre la Syrie et l'Autorité palestinienne. Car c'est précisément leur désamour qui permet à Israël de négocier des agendas séparés. Le troisième pré-requis, qui n'est pas négligeable, concerne la présence syrienne au Liban. Celle-ci, perpétuellement légitimée par les besoins « d'unité face à l'ennemi », ne tient plus la route depuis le retrait israélien du Liban-Sud. Aujourd'hui cette présence affaiblit d'ailleurs la Syrie. Jusqu'à preuve du contraire, les Libanais ne veulent pas d'un agenda séparé avec Tel-Aviv et n'ont pas besoin qu'un parrain les surveille pour empêcher une trahison hypothétique ...

Enfin, le pouvoir syrien est-il capable de se lancer dans des négociations de paix alors qu'il a démontré son incapacité à tenir ses promesses de réformes internes ? La perspective de négociations avec Tel-Aviv devrait inciter à appliquer ces réformes. Elles ne manqueraient d'ailleurs pas de provoquer un soutien extérieur dont le pays a le plus grand besoin. Ceci peut évidemment passer pour une soumission aux conditionnalités extérieures, mais franchement, la Syrie a-t-elle le choix ? L'alternative qui s'offre à elle est la soumission ou la défaite. Elle y laissera

des plumes mais évitera peut-être de tout perdre dans son face-à-face avec Israël et les Etats-Unis.

Traduit de l'arabe par Pierre Coopman